

**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, S.E.M. PAUL BIYA
DEVANT LE CORPS DIPLOMATIQUE A L'OCCASION DE LA
CEREMONIE DES VŒUX DE NOUVEL AN 2010.**

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Hauts-Commissaires,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,

M'adressant il y a quelques jours à mes compatriotes, j'ai longuement évoqué les conséquences de la crise pour le Cameroun. Je crois utile d'y revenir devant vous, car tous les pays, riches ou pauvres, ont été touchés à des degrés divers.

Sans doute faut-il se féliciter de la réaction concertée des grands pays pour colmater les brèches causées par la crise dans le système financier et l'économie réelle de la planète, évitant ainsi une catastrophe globale comparable à celle des années 30, au siècle dernier.

Cela étant, il est permis de remarquer que les interventions des Etats du Nord visaient en priorité à sauver leurs secteurs bancaires de la banqueroute et à éviter l'asphyxie de leurs économies. Si l'on a pu ainsi prévenir une réaction en chaîne qui aurait ruiné les économies les plus fragiles, nous pouvons nous en réjouir. Mais nous n'aurions garde d'oublier que nous avons été victimes de dérèglements où nous n'avons aucune responsabilité.

Car, je l'ai dit, nous n'avons pas été épargnés. Nos exportations ont régressé. Les cours des matières premières ont chuté. Notre croissance a marqué le pas.

Aujourd'hui, un certain nombre de questions se posent. La crise est-elle derrière nous ? Peut-elle reprendre ? Quand la relance interviendra-t-elle ?

Les grands pays qui dominent l'économie mondiale ont, de toute évidence, pris conscience que le Monde était passé près du désastre et que des mesures fortes devaient être prises pour éviter le retour des événements à l'origine de la crise. C'est à quoi se sont attelés les participants au G8 et au G20 de Londres et de Pittsburgh. De nouvelles

orientations ont été définies pour encadrer le système financier mondial et pour contenir la spéculation et la fraude.

Le commerce international ayant été affecté par la crise, il sera également nécessaire d'en revoir le fonctionnement pour tenir compte du risque d'un retour au protectionnisme et de la chute des cours des matières premières.

Enfin, il semble que l'on ait pris la vraie mesure des problèmes du sous-développement et que l'on s'oriente vers une mobilisation des moyens pour les résoudre.

Il reste à voir si la régulation en gestation et les intentions telles qu'elles se sont manifestées seront suivies d'effet. L'installation du FMI au centre du dispositif en tant que régulateur du système et dispensateur des crédits paraît de bon augure. Mais nous devons nous garder d'un excès de confiance, l'éventualité d'un retour aux errements précédents n'étant pas exclue.

Cependant, les premiers signes d'une reprise se manifestent. Les cours du pétrole se redressent. Les marchés financiers repartent à la hausse mais avec des soubresauts. Est-ce seulement une hirondelle ou est-ce vraiment le printemps de la relance ? Il est sans doute trop tôt pour répondre. Mais, en tout état de cause, nous devons nous y préparer sans perdre de vue que les sous-produits de la crise, l'inflation, les déficits, la dette, le chômage, devront tôt ou tard trouver des solutions.

Il est permis de se demander si les dommages causés par la crise et la crainte d'une éventuelle résurgence n'ont pas fait naître chez les dirigeants des grands pays le sentiment qu'il fallait s'attaquer sans retard à la solution des problèmes dont dépend l'avenir de la planète et sortir à ce sujet du discours convenu. Si tel est le cas, d'un mal, comme le dit la sagesse populaire, pourrait surgir un bien.

De fait, les grands défis ne manquent pas : la crise alimentaire qui touche un milliard d'êtres humains ; le réchauffement climatique et ses corollaires l'émission des gaz à effet de serre et la pollution ; le risque de prolifération nucléaire ; l'extension des grandes pandémies ; la menace terroriste qui perdure ; l'érosion de l'aide au développement ; l'insuffisante représentation des pays émergents et des pays en développement dans les instances internationales ; etc. Pour ne parler que de ceux-là.

Ceci m'amène à poser la question suivante : sommes-nous à la veille d'une nouvelle ère dans les relations internationales ?

Il me paraît que dès à présent certains signes se manifestent en ce sens. Les réunions du G20 qui ont élargi la concertation, non seulement aux pays émergents mais aussi à d'autres acteurs importants de la vie économique internationale, semblent ouvrir la voie à une mondialisation plus équitable et à une meilleure prise en compte des intérêts du Sud. Les différents sommets, notamment sur la crise alimentaire, les changements climatiques, peuvent être interprétés comme de sérieuses initiatives pour prévenir les catastrophes qui menacent l'humanité, ce qui tranche avec les incantations habituelles.

Bien entendu, ce grand changement, s'il se produit, prendra du temps. Mais, au stade actuel, il est très significatif qu'une majorité d'Etats adopte une attitude nouvelle face aux défis de notre époque, où l'on peut déceler les prémises d'un engagement responsable et d'une véritable volonté d'aboutir.

Un autre facteur important est intervenu au cours des derniers mois. La première puissance mondiale paraît, depuis l'élection du Président OBAMA, plus disposée que par le passé à emprunter la voie du dialogue et de la concertation. Des contacts ont été noués avec des interlocuteurs jugés auparavant infréquentables. De façon générale, l'attitude sur les grands dossiers internationaux semble plus ouverte et, s'agissant en particulier du différend entre Israël et les Palestiniens, la volonté de sortir de l'impasse est plus visible. De même, en ce qui concerne les pays émergents et les pays en développement, différents indices laissent penser que leurs intérêts et leurs aspirations sont mieux compris. L'impression prévaut également que l'unilatéralisme est en recul et l'action des Nations-Unies appréciée à sa juste valeur.

Tout ceci est de bon augure et si cette tendance se confirme, on peut en espérer à terme une amélioration du climat international et des avancées dans la résolution des problèmes restés pendants depuis des décennies.

Monsieur le Doyen, Mesdames, Messieurs,

Pour notre part, nous avons essayé d'apporter notre participation aux évolutions en cours.

Aux Nations-Unies, comme chaque année, j'ai plaidé la cause des populations des pays du Sud touchés par la crise et qui n'ont pas

bénéficié de la même solidarité que dans les pays du Nord. J'ai représenté que cette situation était d'autant plus injuste qu'ils n'avaient aucune responsabilité dans le déclenchement des dérèglements qui ont perturbé l'économie réelle de la planète. J'ai également indiqué que les comportements à l'origine de la crise traduisaient en réalité une violation des règles éthiques reconnues en la matière et rappelé que j'avais alerté à ce sujet la communauté internationale il y a déjà plusieurs années.

A Copenhague, j'ai pris position sur le réchauffement climatique qui ne nous est pas non plus imputable mais qui exige que nous protégeons nos forêts, sans que la compensation qui nous est proposée soit à la mesure de nos pertes à l'exportation. Cet aspect du problème devra bien entendu être mieux pris en compte.

Dans le cadre sous-régional, après avoir fait le point de l'évolution institutionnelle de la CEMAC, nous avons, lors d'un sommet extraordinaire à Libreville, évalué les répercussions de la crise sur nos Etats et les moyens d'y faire face. L'une des meilleures façons, selon moi, est de resserrer les rangs et d'avancer résolument dans la voie de l'intégration économique. Il nous faudra pour cela mettre de l'ordre dans nos institutions financières et exécuter notre programme économique régional. La solution des autres problèmes devrait logiquement suivre.

Je saisis cette occasion pour dire tout le plaisir que nous avons eu de recevoir à Yaoundé, le nouveau Président du Gabon, M. Ali BONGO ONDIMBA, et plus récemment les Présidents du Tchad et de la RCA MM. Idriss DEBY ITNO et François BOZIZE. A l'occasion de ces visites, nous avons passé en revue les questions d'intérêt commun dans un esprit fraternel et solidaire.

Nous avons également entretenu un dialogue suivi avec nos interlocuteurs multilatéraux et bilatéraux. Avec l'Union Européenne qui demeure notre premier partenaire en matière d'aide au développement et dont nous apprécions le soutien constant. Avec le FMI et la Banque Mondiale dont le rôle, je le répète, sera capital pour la relance économique dans notre pays. Avec le Commonwealth et la Francophonie qui nous apportent leur coopération dans divers domaines. Avec les agences des Nations-Unies fortement représentées au Cameroun.

A titre bilatéral, nous avons eu l'occasion en 2009 de resserrer nos liens avec les pays de l'Union Européenne et en particulier avec la France. Faisant suite au séjour du Premier Ministre François FILLON à Yaoundé, qui a vu la signature de trois accords modernisant nos

relations dans divers domaines, j'ai effectué une visite officielle en France au cours de laquelle j'ai eu des entretiens approfondis avec le Président Nicolas SARKOZY et diverses personnalités du monde politique et des affaires. Ces contacts augurent bien de l'avenir des rapports entre nos deux pays.

Je dois également mentionner, pour m'en féliciter, l'heureuse évolution de nos relations avec la Chine et le Japon dont l'aide exemplaire contribue à notre développement dans divers secteurs importants.

Je réserverai un sort particulier à la visite de sa Sainteté le Pape Benoît XVI qui nous fit l'honneur de venir au Cameroun en mars dernier dans le cadre de la préparation du deuxième synode pour l'Afrique. Cette visite – la troisième en 25 ans d'un Souverain Pontife– marque bien l'attachement du Saint Siège à notre pays et, au-delà, à notre continent. Elle fut l'occasion d'entretiens édifiants, de rencontres chaleureuses et aussi d'une grande ferveur populaire.

Bien entendu, nos principales préoccupations sont restées tournées vers l'Afrique. Une Afrique qui souffre, qui peine à se développer, qui a du mal à trouver sa place dans le concert des Nations. Même si certaines tensions paraissent s'apaiser, trop de pays africains continuent de connaître des situations douloureuses comme en Somalie, à l'Est de la RDC et plus récemment en Guinée Conakry.

Evidemment, nous soutenons les efforts de l'Union Africaine et des Organisations régionales mais force est de constater que leurs moyens sont insuffisants. Je pose la question : la Communauté internationale va-t-elle rester insensible aux malheurs de l'Afrique ? Je ne veux pas le Croire.

Je reste convaincu que les affrontements, qu'ils soient internes aux Etats ou qu'ils les opposent, sont très largement imputables au sous-développement. C'est à ce niveau qu'il faut agir et seule la Communauté internationale en a les moyens.

Monsieur le Doyen, Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatique,

Peut-être m'avez-vous jugé excessivement optimiste tout au long de ce propos. Je pense qu'il faut l'être si l'on veut que les choses changent. Permettez-moi de vous citer à ce sujet le mot d'un historien

français du début du 20^{ème} siècle⁽¹⁾ qui, bien que très conservateur, disait « l'optimisme est la foi des révolutions ».

Le moment est maintenant venu pour moi de remercier votre Doyen pour les vœux aimables qu'il m'a adressés en votre nom et pour ses encouragements amicaux auxquels je suis très sensible. Puisqu'il doit nous quitter, je forme des vœux pour la poursuite de sa brillante carrière.

Par ailleurs, je vous serais obligé de transmettre ceux que je forme à l'endroit des Hautes Autorités que vous représentez.

Pour vous-mêmes, vos familles et vos proches, je forme les souhaits les plus sincères de bonheur et de santé.

Je vous remercie de votre attention.